Convention de partenariat pour la réalisation, l’entretien et l’exploitation à des fins d’élevage, de l’aménagement : *(dénomination de l’aménagement)* sur l’emprise de (des) ouvrages suivants : *(préciser le(s) nom(s) de la(des) ligne(s), les numéros des pylônes encadrant l’aménagement)*

Entre

**Madame, Monsieur** *(Nom de l’exploitant),* domicilié *(adresse de l’exploitant - code postal – ville)* exploitant de la (ou des) parcelle(s) cadastrée(s) *(section n°, numéro de la (ou des) parcelle(s))* située(s) sur la commune de *(nom de la commune, nom du site)*, ci-après désigné par l’appellation « L’Exploitant »

**Madame, Monsieur** *(Nom du propriétaire),* domicilié *(adresse du propriétaire - code postal – ville)* propriétaire de la (ou des) parcelle(s) cadastrée(s) *(section n°, numéro de la (ou des) parcelle(s))* située(s) sur la commune de *(nom de la commune, nom du site)*, ci-après désigné par l’appellation « Le Propriétaire »

Et

**RTE Réseau de transport d’électricité**, société anonyme à conseil de surveillance et directoire, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé Tour Initiale – 1, terrasse Bellini, TSA 41000, 92 919 LA DEFENSE CEDEX,

représentée par Madame ou Monsieur……………………………………………, Directeur du Groupe Maintenance Réseaux………………………..,

sis .………..…………………………………………………………………………

ci-après dénommée par **"**RTE**"**,

L’Exploitant, le Propriétaire et RTE étant désignés ci-après « partie » individuellement et « parties » collectivement.

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Le respect des milieux naturels et des paysages est le premier axe de la Politique

Environnement de RTE, et concerne les ouvrages de transport électrique.

Les lignes électriques de RTE sont implantées à 65 % en milieu agricole et 20 % en milieu forestier. Les emprises des ouvrages peuvent favoriser la biodiversité des espèces. À ce

titre, le respect des habitats et espèces est une priorité pour RTE lors de l’exploitation de

ses ouvrages et la réalisation des travaux associés.

RTE est donc attentive à la gestion de ses emprises et en particulier à ses pratiques d’élagage et

aux conditions de réalisation de ses travaux de maintenance.

Dans ce cadre, RTE et la CNE ont signé une convention de partenariat qui vise à développer et consolider les relations aux niveaux national et local, entre les éleveurs et RTE.

Par cet accord, RTE s’engage à réaliser les aménagements initiaux (clôture, dessouchage, voies d’accès, réalisation de prairies…) pour rendre des terrains situés sous les lignes électriques, propres à l’élevage. Les éleveurs s’engagent, pour leur part, à assurer l’entretien de ces espaces par le pâturage des troupeaux et/ou le fauchage.

La (les) parcelle(s) n° … appartien(nen)t au Propriétaire et est (sont) traversées par la ligne électrique …kV, *(nom de la ligne)* ….

Ce passage consiste en[[1]](#footnote-2) :

* …. surplomb *(indiquer les n° des pylônes encadrants)* ;
* …. pylône(s)

L’Exploitant et RTE sont convenus d’unir leurs efforts en vue de valoriser les terrains du type friche ou tranchées forestières, situés sur la (les) parcelle(s) du Propriétaire, dans l’emprise de la ligne exploitée par RTE, au bénéfice de l’activité d’élevage, sur la durée de la convention.

Par la présente convention, le Propriétaire accepte les aménagements évoqués ci-dessus.

**Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :**

Article 1 : Objet de la Convention

L’objet de la présente convention est de définir les modalités, techniques et financières de réalisation et d’entretien de l’aménagement *(dénomination de l’aménagement)* dans les zones d’emprise de la ligne………………….

Article 2 : Conditions générales d’exécution des travaux

**2.1 : Description des aménagements**

Après avoir pris connaissance du plan d’aménagement présenté par l’Exploitant et accepté par RTE, le Propriétaire autorise l’Exploitant à réaliser et entretenir, ou faire réaliser et entretenir, les aménagements suivants sur la(les) parcelle(s) *(section, numéro de parcelle)*, sur la commune de …...................

*Décrire précisément les aménagements à réaliser*

**2.2 : Conditions d’accès au(x) pylône(s) / ou au terrain en friche / ou à la tranchée forestière**

Le Propriétaire autorise l’Exploitant, ou toute personne mandatée par lui, à pénétrer sur la (les) parcelle(s) lui appartenant en vue de réaliser et d’entretenir les aménagements décrits à l’article 2 et à les exploiter à des fins d’élevage.

Article 3 : Conditions de réalisation des aménagements

L’Exploitant, le Propriétaire ou toute entreprise mandatée par eux, devra se conformer aux règles de sécurité et aux contraintes auxquelles sont soumises les installations électriques, données en annexe.

L’Exploitant ou le Propriétaire transmettra ces éléments à la/les entreprises en charge des travaux.

Afin de permettre à RTE d’assurer normalement et à tout moment les opérations d’entretien et de maintenance de ses ouvrages, les aménagements devront répondre aux exigences fixées par RTE dans l’annexe citée ci-dessus et notamment :

* laisser un accès libre aux ouvrages électriques pour le personnel et les véhicules d’entretien et de réparation ;
* laisser la circulation libre entre les pieds de pylônes et à leurs abords ; en particulier, limiter la pousse de la végétation au niveau des pylônes :
  + à 2 mètres de hauteur à l’intérieur des pylônes
  + à la hauteur des cheminées des fondations dans un rayon de 1 mètre autour de celles-ci ;
* laisser une bande d’accès libre en lisière de tranchées forestières pour le passage des engins d’élagage.

Article 4 : Délai d’exécution des travaux d’aménagement

Les travaux décrits à l’article 2 devront être réalisés dans un délai maximal d’un an à compter de la signature de la présente convention.

Article 5 : Entretien des aménagements réalisés

L’Exploitant ou l’entreprise mandatée par lui, assure l’entretien des aménagements tels que décrit dans l’article 2, dans le respect des règles de sécurité énoncées dans l’annexe citée à l’article 3.

Dans le cas où l’aménagement réalisé nécessiterait un entretien de type débroussaillage, l’Exploitant ou le Propriétaire pourra l’effectuer exceptionnellement.

Pour cela, il devra contacter l’interlocuteur de RTE visé à l’article 8 et recueillir son accord.

En tout état de cause, il est exclu qu’il effectue des travaux d’élagage de sa propre initiative.

En outre, pour réaliser ces travaux, l’opérateur doit impérativement rester au sol et n’utiliser aucun outil télescopique.

Article 6 : Prise en charge des travaux d’aménagements et modalités de paiement

*Définir ici les participations financière et en nature (réalisation de travaux, de suivi écologique, d’analyses…) de chacune des parties. Si un des parties ne participe ni financièrement ni en nature, rayer le paragraphe inutile.*

**6.1 Participation financière et en nature de RTE**

La participation financière de RTE au titre de la mise en place des aménagements décrits à l’article 2 et de leur entretien s’élève à……………………….

**6.2 Participation financière et en nature du Proprietaire**

La participation financière du Propriétaire au titre de la mise en place des aménagements décrits à l’article 2 et de leur entretien s’élève à……………………….

**6.3 Participation financière et en nature de l’Exploitant**

La participation financière de l’Exploitant au titre de la mise en place des aménagements décrits à l’article 2 et de leur entretien s’élève à……………………….

**6.4 Modalités de paiement**

*Définir les modalités de paiement*

Article 7 : Droit de visite et de contrôle de RTE

Les agents de RTE pourront venir, à tout moment, contrôler que les aménagements respectent toutes les conditions de réalisation et d’entretien prévues aux articles 2, 3, 4 et 5.

Article 8 : Suivi des aménagements

*Décrire ici les modalités de suivi éventuellement mises en place par RTE en lien avec le Propriétaire et/ou l’Exploitant*

RTE, l’Exploitant et le Propriétaire se réuniront en tant que de besoin et au moins tous les trois ans afin :

* d'établir le bilan qualitatif des aménagements réalisés dans le cadre de la présente convention ;
* de discuter des modifications éventuelles à apporter à ces aménagements et des opérations de communication à mener.

Pour en suivre l’application, chacun des signataires désignera un interlocuteur :

* Pour RTE: le Directeur du GMR ou son adjoint : tél ……….
* Pour le Propriétaire : ……………
* Pour l’Exploitant : …………………

Article 9 : Responsabilité

le Propriétaire sera dégagé de toute responsabilité à l’égard de RTE et de l’Exploitant pour les dommages qui viendraient à être causés involontairement aux aménagements réalisés.

RTE sera dégagée de toute responsabilité en cas de dommages causés aux aménagements réalisés ou à toute personne agissant dans le cadre des aménagements décrits à l’article 2.

Le Propriétaire et l’Exploitant s’engagent à n’exercer aucun recours contre RTE si, au cours de l’exploitation ou de la maintenance de ses ouvrages ou lors d’événements climatiques graves (tempêtes, ...), ces opérations nécessitaient l’emploi d’engins lourds susceptibles de causer des dommages aux aménagements. La responsabilité de RTE ne sera pas engagée au-delà de la remise en état du terrain.

Le Propriétaire et l’Exploitant font leur affaire personnelle de tout litige pouvant survenir avec toute personne au sujet des espaces aménagés. Chaque partie devra être en mesure de produire une attestation d’assurance en responsabilité civile à jour sur demande de l’une des parties

Article 10 : Communication autour des aménagements réalisés

Les parties s’autorisent mutuellement à communiquer sur les actions entreprises au titre de la Convention.

*Décrire ici les actions de communication décidées par les parties pour valoriser les aménagements réalisés dans le cadre de la présente convention.*

*Préciser les modalités de détention du droit à l’image et des droits d’exploitation.*

Article 11 : Opposabilité de la convention

RTE s’engage à informer son personnel et celui des entreprises agissant pour son compte des accords contenus au titre de la convention afin que les aménagements réalisés soient respectés lors des interventions d’entretien et de maintenance sur ce tronçon de ligne électrique.

Le Propriétaire et l’Exploitant s’engagent à communiquer, à toute personne ayant des droits sur le terrain concerné, une copie de la Convention.

Le Propriétaire s’engage à porter l’existence de cette convention à la connaissance de toute personne ayant ou pouvant acquérir des droits sur la parcelle concernée.

Article 12 : Modification de la Convention

La convention pourra être éventuellement modifiée après accord des parties si ces modifications sont justifiées par la prise en compte d’une évolution de la consistance des installations électriques de RTE concernées, ou de la consistance des aménagements ou de la réglementation

Article 13 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de ……. Ans à compter de la date de sa signature.

Elle se renouvellera ensuite, annuellement, par tacite reconduction sauf dénonciation par l’une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d’un préavis de six mois.

Article 14 : Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée par chacune des parties en cas de non observation des clauses prévues à la présente convention, moyennant un préavis d’un mois envoyé en recommandé aux autres parties.

RTE pourra réclamer, le cas échéant, la restitution des sommes versées et non utilisées pour la réalisation des aménagements.

Article 15 : Litiges

Pour tout différend relatif à l’exécution de la présente convention, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu la présente convention est celui … (choisir la ville du Centre de Maintenance de RTE concerné).

Fait à .............................. le ....................................

en trois exemplaires

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pour l’Exploitant | Pour RTE | Pour le Propriétaire |

**Annexe**

**Respect des règles de sécurité et des contraintes auxquelles sont soumises les installations électriques**

**Préconisations de RTE pour assurer la sécurité des personnes**

**Préambule**

Les terrains situés dans l’emprise des lignes électriques et des pylônes sont soumis à des règles d'entretien strictes de façon à assurer la sécurité des ouvrages. Cet entretien est à la charge de Réseau de Transport d’Electricité (RTE) , en vertu de l’arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d’énergie électrique.

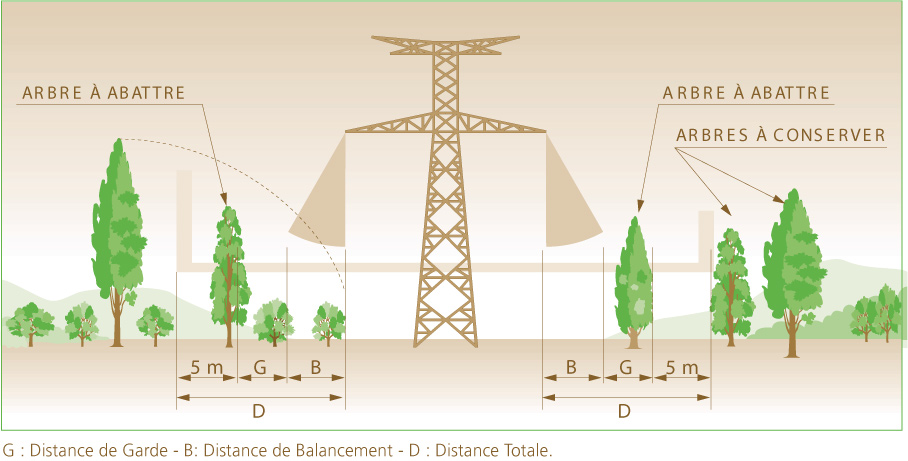
**Les contraintes auxquelles sont soumises les installations électriques : l’arrêté technique du 17 mai 2001**

L’arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d’énergie électrique énonce de nombreuses règles auxquelles RTE doit s’astreindre.

Ces règles touchent à différents domaines dont la sécurité des lignes et la sécurité des personnes.

**Sécurité des lignes**

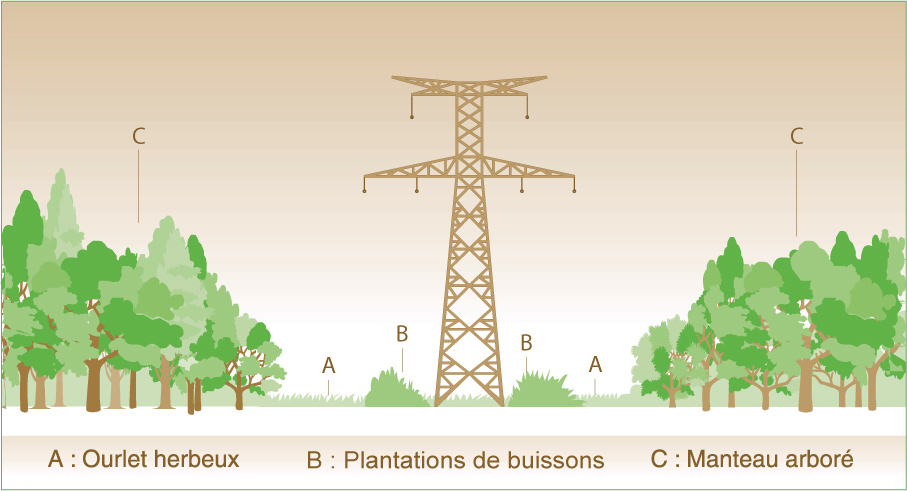
L’arrêté technique impose au concessionnaire de la ligne des distances minimales à respecter entre les câbles électriques et la végétation afin d’assurer la sécurité des installations. Plus concrètement, l’arrêté impose à RTE de créer une tranchée forestière. La largeur de la tranchée forestière est calculée en fonction de différents paramètres comme les balancements verticaux et horizontaux des câbles électriques, le voltage de la ligne et son risque d’amorçage ou encore les essences arbustives présentes et leur vitesse de croissance (fig. 1).



*Figure 1 : sélection des coupes aux abords des tranchées forestières*

La coupe sélective de la végétation aboutit à la création d’une tranchée forestière composée par un ourlet herbeux et éventuellement des plantations de buissons d’une hauteur maximale de 5 m (fig. 2).

En outre, la limitation de la hauteur de la végétation doit tenir compte des exigences formulées par le Groupe Maintenance Réseau (GMR) de RTE, en charge de l’ouvrage.



*Figure 2 : coupe transversale d’une tranchée forestière*

RTE est responsable de la coupe de la végétation aux abords des lignes mais l’entretien de la végétation de l’ourlet herbeux relève de la responsabilité du propriétaire.

Néanmoins, dans les faits, si la tranchée n’est pas entretenue par son propriétaire et si la végétation menace les lignes électriques, RTE intervient afin de garantir l’accès aux lignes ainsi que la sécurité de celles-ci.

Dans la mesure où, conformément aux termes de la présente convention, l’Exploitant à la charge de la gestion, dans la durée, des aménagements définis sur les terrains situés dans l’emprise d’ouvrage électrique, l’Exploitant est responsable de la gestion de la végétation concernée par l'aménagement. Il est donc soumis au respect des contraintes techniques énoncées ci-dessus.

**Sécurité des personnes**

Les règles de sécurité des personnes imposées par l’arrêté technique du 17 mai 2001 ne remettent pas en cause la possibilité d'aménager les emprises de pylône et les tranchées forestières. Néanmoins, un certain nombre de recommandations de sécurité sont à respecter lors de la réalisation et de l’entretien des aménagements.

* En haute tension, il suffit d’approcher la ligne pour créer un amorçage mortel. Pour éviter toute proximité dangereuse avec les conducteurs aériens, la réglementation impose aux personnes, appareils et engins d’intervention de maintenir en permanence une distance de 5 mètres par rapport aux câbles conducteurs sous tension (article R 4534-108 du code du travail).

RTE recommande de :

* Ne pas effectuer de coupe d'arbres ou de branches qui surplombent une ligne électrique ou qui, situées à proximité d’un câble, risqueraient lors de leur chute ou de leur croissance de se rapprocher du câble et de dépasser la distance minimale imposée.
* Ne jamais toucher :
  + une branche tombée sur une ligne électrique ;
  + une branche qui surplombe une ligne électrique ;
  + un arbre en contact ou très proche d’une ligne électrique.
* En cas d'avarie d'un ouvrage : ne jamais toucher ni s'approcher d'un câble même s'il est en contact avec le sol. Alerter l’équipe technique de RTE et délimiter un espace suffisamment large pour interdire l’accès à la zone.

En outre, il est recommandé de laisser à RTE le soin d’intervenir pour tout élagage et abattage.

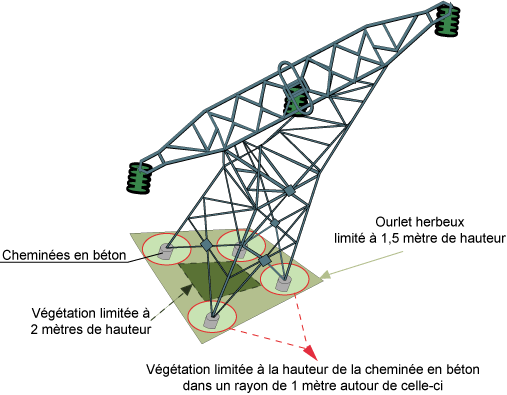
Il est exclu que le Propriétaire ou l’Exploitant effectue(nt) des travaux d’élagage de leur propre initiative.

**Les contraintes pratiques liées aux aménagements**

Pour que les aménagements soient conformes aux obligations réglementaires de sécurité des lignes et des personnes, RTE a fixé 4 impératifs techniques que le projet d’aménagement doit respecter :

* Facilité d’accès à la tranchée forestière et aux pylônes : les aménagements doivent être disposés de telle manière que l’accès à la tranchée forestière et aux pylônes par les techniciens de RTE ne soit pas entravé par la végétation ou encore par une clôture. Une bande devra être laissée libre pour l’accès aux engins réalisant les élagages d’arbres en lisière des tranchées forestières ;
* Gestion de la végétation : les aménagements doivent être régulièrement entretenus afin d’éviter la colonisation de la tranchée par des espèces adventices ;
* Limite de la hauteur de la végétation de l’ourlet herbeux : la hauteur de la végétation doit être limitée à 1,5 mètres maximum ;
* Limite de la hauteur de la végétation au niveau des pylônes : la hauteur de la végétation ne doit pas dépasser 2 mètres à l’intérieur des pylônes. De plus, dans un rayon de 1 mètre autour de chaque pied de pylône, aucune végétation ne devra dépasser la hauteur de la cheminée en béton.

**Dispositions à respecter pour l’aménagement des emprises de pylônes**



RTE est susceptible de modifier les hauteurs maximales de la végétation lorsque les caractéristiques de la ligne l’imposent. Il est donc impératif que l’Exploitant rencontre l’équipe technique du GMR de RTE en charge du site dès le début du projet d’aménagement. Le cas échéant,ces modifications feront l'objet d'une information écrite à l’Exploitant.

**Le respect de la législation forestière : l’autorisation de défrichement**

La loi n° 2001-602 du 9 Juillet 2001 d’orientation sur la forêt, codifiée aux articles L.311-1 et suivants du Code forestier définit les opérations de défrichement et le champ d’application de l’autorisation administrative de défrichement.

La réalisation de certains aménagements peut entrer dans le champ d’application de l’autorisation de défrichement.

Dans ce cas, l’Exploitant devra obtenir l’accord express du propriétaire pour le défrichement de son terrain ainsi qu’un mandat du propriétaire autorisant l’Exploitant à solliciter l’autorisation administrative de défrichement.

Le dossier de demande d’autorisation de défrichement devra être adressé par l’Exploitant dûment mandatée et par lettre recommandée avec accusé de réception, au Préfet du département où les terrains à défricher sont situés ou bien déposé contre récépissé à la préfecture de ce département.

1. Rayer les mentions inutiles. [↑](#footnote-ref-2)